

estime que les termes de l'échange des pays africains subsahariens importateurs de pétrole ont diminué en moyenne de 11 p. 100 entre 1980 et 1982. Comme les taux d'intérêt montaient en flèche, le service de la dette devenait extrêmement problématique, d'autant que les nouvelles sources de financement, tant privées que publiques, se tarissaient. Et la sécheresse qui a sévi dans de nombreux pays subsahariens n'a fait qu'aggraver la situation.

Pour les pays latino-américains comme pour d'autres grands emprunteurs, les mesures inopportunes de politique n'ont rien fait pour améliorer la situation: dépenses publiques inconsidérées et extravagantes, travaux agricoles peu rentables et investissements excessifs dans l'infrastructure. Pour certains pays, les importations d'armes épuisaient les liquidités, accaparant des capitaux qui auraient pu servir à stimuler la croissance économique. Dans la plupart des cas, l'engagement des banques commerciales dans ces pays n'était pas assez important pour compromettre leur stabilité financière. C'est sans doute ce qui explique qu'on se soit beaucoup moins attardé au problème de la dette des pays à faible revenu, même si pour eux, le fardeau était relativement plus lourd que pour les grands pays emprunteurs.

### **Qui blâmer?**

Face à un problème sérieux, on est naturellement porté à en chercher les causes et les responsables jettent souvent le blâme sur les autres, surtout lorsque des frais sont en jeu. Il n'est pas difficile avec le recul de voir que le système était truffé de failles.

Concernant les banques commerciales d'abord, plusieurs facteurs ont contribué à ce qui, par après, peut être considéré comme un volume excessif de prêts bancaires aux pays en voie de développement. Les banques recevaient en dépôt d'énormes sommes des pays arabes de l'OPEP et devaient les prêter à d'autres. Conscientes des importants profits à réaliser dans de telles opérations, elles se sont livrées une vive concurrence et se sont disputées les parts de marché. Pour les banques américaines qui ont été les premières à s'engager, il était plus rentable de prêter aux pays du Tiers monde sur les marchés des eurodevises qui n'étaient pas régis par la réglementation bancaire américaine, et c'est donc sur ce marché que la plupart des prêts ont été consentis par la suite. Dans la mêlée, il semble que les banques n'aient pas évalué à leur juste valeur les risques que comportaient les prêts à des gouvernements et ont consenti plus de prêts que la prudence, après coup, ne l'aurait dicté. De plus, les prêts consortiaux ont permis de redistribuer les risques entre plusieurs banques, tout en poussant les banques principales à organiser des prêts de plus en plus importants. En outre, les taux d'intérêt flottants assortis à ces prêts donnaient aux banques le sentiment qu'elles ne couraient aucun risque.

De leur côté, les pays emprunteurs ont été à la fois les victimes de la conjoncture économique générale, marquée par une récession mondiale, des taux d'intérêt élevés, une baisse des prix des produits de base, et les auteurs de leurs propres difficultés en raison des mesures inadéquates qu'ils ont adoptées chez eux, et notamment la surévaluation de leurs devises qui a entraîné une hausse des importations et une baisse des exportations et fait fuir d'énormes montants de capitaux dont ils auraient eu bien besoin. Beaucoup d'entre eux continuaient à